Le ministre des Moudjahidine réagit aux propos de Macron

«Nos relations avec la France sont conditionnées par la question de la mémoire»

Page 4

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année -N° 4101 - Dimanche 19 février 2017 – Prix : 10 DA

Bouira

Identification des neuf terroristes éliminés par les forces de l'ANP

Page 24

Lors d'un meeting dans la wilaya de Mascara

Benyounès fustige l'opposition

Page 2

Forcing européen en direction des Etats-Unis

Par Mohamed Habili

Alors que les Turcs annoncent la libération d'Al bab, la seule position encore occupée par Daech dans la région d'Alep, l'Observatoire syrien des droits de l'homme, une organisation se réclamant de l'opposition basée à Coventry en Angleterre, les contredit formellement affirmant qu'en réalité 90% encore de la ville restent sous le contrôle de Daech. Qui croire ? En d'autres temps, il aurait été sans doute de première importance de savoir sur-le-champ qui des deux sources dit la vérité, ou du moins qui en est le plus proche. C'est qu'alors la prise d'une localité par les uns et sa perte par d'autres, serait-elle en soi sans grand intérêt stratégique, revêtait à chaque fois une signification particulière, de même que si le sort de la guerre en dépendait. Après la reprise d'Alep par l'armée syrienne, il est clair qu'il n'y a plus que deux batailles à mener contre Daech pour en finir définitivement avec lui, la bataille de Mossoul en Irak et celle de Raqqa en Syrie, la première étant d'ores et déjà dans sa deuxième moitié, mais pas l'autre qui est toujours dans sa phase d'approche. D'autres endroits en Syrie sont encore entre les mains de Daech, Deir-Ezzour notamment, mais il ne serait peut-être pas nécessaire d'aller les lui arracher, une fois qu'il aurait été battu à Mossoul et à Raqqa.

Suite en page 3

Il a défendu sa précédente gestion du gouvernement

Ouyahia dénonce des lobbies internes et externes

Ph/D. R.

La célébration du 20e anniversaire du Rassemblement national démocratique qui a eu lieu hier, à la Maison du peuple à Alger, était une occasion pour son secrétaire général Ahmed Ouyahia de dresser les grandes lignes de son parti pour les prochaines législatives.

Lire page 2

Des sites de rencontres 100% DZ

La réalité virtuelle gagne l'Algérie

Page 2

Wael Jassar et Nawel Al Zoghbi en concert à Alger

Deux prestations et des bémols

Page 13

Lors d'un meeting dans la wilaya de Mascara

Benyounès fustige l'opposition

■ *Le président du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounès, a critiqué ouvertement hier l'opposition, notamment l'Icso, dont plusieurs partis qui la composent ont appelé à la destitution du chef de l'Etat.*

Par Louiza Ait Ramdane

Ph/E. Soraya/J. A.

Leur adressant un message clair, Benyounès déclare : «*Le choix revient au peuple. Celui qui veut le pouvoir attendra les élections. Nous disons à ceux qui appellent à la transition que la culture des coups d'État relève des pratiques du siècle dernier*». Enchaînant à ses critiques, il dira que les partis de l'opposition sont des «*partis faibles*». Il ajoute que l'Icso, l'instance issue de la conférence de l'opposition de Mazafran et regroupant des partis ainsi que des personnalités politiques, fait face à de sombres horizons. La preuve est que cette instance à échoué, avant même leur premier rendez-vous électoral.

Benyounès reproche aux partis de l'opposition l'absence d'un programme politique et social, indiquant que leur seul point commun est la destitution du Président Bouteflika. «*Notre opposition n'a pas d'alternatives, ni de projets*», a-t-il estimé, ajoutant qu'elle se contente «*de rejeter tout ce qui vient du pouvoir*». Sur le même point, le président du MPA répond à ces partis qui crient à la fraude avant même les échéances. «*Ces partis ont un sérieux problème, celui de manque de moyens pour contrôler les bureaux de vote. Pour dissimuler leur échec, ils se consacrent à critiquer l'exécutif*».

Benyounès dira aussi que dans le pays il n'existe pas une opposition structurée et organisée.

Selon ses dires, lors des prochains législatives certains partis s'éclipseront et d'autres jailliront juste après pour réclamer le pouvoir, notamment avec les nouvelles mesures contenues dans la loi sur les élections.

La seule chose dont le MPA a peur est bel et bien l'abstention. A cet effet, il appelle à une participation massive lors du prochain rendez-vous électoral. «*La solution est le vote pour changer les choses. L'abstention ne fait qu'aggraver la crise*», dira l'ex-ministre du Commerce, ajoutant que «*l'abstention, c'est tout ce qui menace les élections. La crédibilité d'une élection est liée à une forte participation des partis*».

D'autre part, M. Benyounès a plaidé pour des réformes urgentes et profondes. Abordant le secteur informel, l'ancien ministre du Commerce l'a qualifié de «*véritable cancer de l'économie nationale*» qui pourrait, si les choses restent en l'état, «*devenir une menace sur les équilibres économiques, sociaux et même politiques*». Aujourd'hui, le pays «*n'a pas d'autre choix*» que celui d'entreprendre des «*réformes profondes et urgentes et de prendre des décisions courageuses, notamment dans le secteur économique et social*».

«*La nécessité de ces réformes est apparue il y a plusieurs années, sauf qu'il y avait un refus de certains responsables qui n'ont pas pu se libérer de la mentalité socialiste dans le domaine économique*», regrette-t-il. Revenant sur la question sécuritaire, le président de MPA, Amara Benyounès, appelle à protéger le pays d'une main étrangère qui menace sa sécurité.

L. A. R.

Des sites de rencontres 100% DZ

La réalité virtuelle gagne l'Algérie

Rencontrer quelqu'un de nos jours ne peut se faire sans passer par les réseaux sociaux. Amitié, amour, quête de mariage…etc., tout lien social passe désormais par la toile. Comme partout ailleurs dans le monde, les mœurs changent à grande allure. En Algérie, des sites de rencontres 100% made in DZ inondent de plus en plus l'espace virtuel ces derniers temps.

«*Soyez les bienvenus sur love-dz.com, site de rencontre et de chat 100% algérien et 100% gratuit*», «*Vous avez envie de faire des rencontres sérieuses avec des femmes, algériennes, rencontre-DZ est la solution*». Depuis quelque temps, des annonces de ce genre postées sur internet on en voit partout. Des sites spécialement dédiés aux rencontres. Tous sont à 100% d'élaboration algérienne. De la conception jusqu'aux prestations d'offres de service de ces sites web. Une première en Algérie, après les sites commerciaux totalement «made in Algeria» tels que ouedkniss, d'autres nouveaux sites tels que love-DZ et rencontre-DZ sont apparus et investissent le paysage virtuel algérien. Spécialisés dans les rencontres et annonces matrimoniales, ces derniers présentent toute une gamme de choix et d'options dans les échanges entre personnes aussi riche et attrayante que les sites occidentaux. Des innovations algériennes qui viennent sans doute répondre aux besoins et à la demande croissante des citoyens. Ce type de pratique sociale a véritablement gagné la société algérienne. A l'ère du numérique et des nouvelles technologies, rares sont ceux qui se rencontrent maintenant de manière dite classique, c'est-à-dire comme avant. Dans la rue, au travail, au centre commercial ou à l'université, les gens n'échangent plus comme les années précédentes. Ces anciennes affinités entre les gens semblent même révolues. Le manque de temps y est pour beaucoup aussi. Ainsi, au lieu de prendre son temps pour un café et discuter avec ses amis autour d'une table, la majorité des individus préfèrent le faire virtuellement. Le contact direct est même devenu moins fréquent. Tous les citoyens sont connectés, Smartphones à la main. Ils ont la tête baissée et les yeux braqués sur les écrans. C'est dire que l'époque a complètement bouleversé les mœurs et relations sociales du pays. Rencontrer quelqu'un de nos jours ne peut se faire sans passer par les réseaux sociaux. Amitié, amour, quête de mariage…etc., tout lien social passe désormais par la toile. Comme partout ailleurs dans le monde, les Algériens sont attirés par les rencontres sur la toile. Le conservatisme ambiant ancré dans le tissu social les nourrie davantage. Sans aller loin dans le temps, pas plus tard qu'en 2000, des sites de rencontre purement algériens n'étaient même envisageables. Des journaux faisaient, toutefois, le même travail en publiant des annonces dans des pages consacrées spécialement à cela. Il fallait de surcroît que la personne intéressée par l'annonce prenne attache avec l'équipe de rédaction pour avoir les coordonnées réelles de l'annonceur. Un long détour pour aboutir à la rencontre. Aujourd'hui, finis tous ces tracas, en un clique sur le site on a une liste de profils à portée de vue. Par ailleurs, ce qu'il ne faut pas oublier c'est que les rencontres virtuelles sont commodes mais peuvent s'avérer contraignantes. Par conséquent, dangereuses dans le sens où l'on peut tomber sur de mauvaises personnes qui ne répondent pas forcément à leurs profils virtuels. D'où l'adaptation rigoureuse de ces sites algériens aux normes internationales en matière de conditions d'accès à l'usager.

Yacine Djadel

Coordinateurs radio et télévisions arabes

Début des travaux de la 9e réunion à Alger

Les travaux de la 9e réunion des coordinateurs radio et télévisions arabes ont débuté hier à Alger, dans le cadre des rencontres annuelles des Radios et Télévisions arabes. Le directeur du Centre arabe d'échange d'informations et de programmes, Mohsen Karim Slimani, a salué «*le respect par les organismes audiovisuels arabes du programme tracé*». Les coordinateurs ont réitiré leur soutien à la Radio palestinienne et mis l'accent sur les conditions «*difficiles*» qui entravent son action. Ils ont appelé également au renforcement des échanges avec la radio «Voix de Palestine». A l'ordre du jour de la réunion : la remise du prix «Abderahmane-Nouira» pour le meilleur département d'échange entre radios et la présentation du rapport du Centre sur le bilan des échanges de programmes et d'informations en 2016 et d'un autre rapport sur les mesures et garde-fous de la coordination. L'évènement verra la participation de l'ensemble des coordinateurs des radios et télévisions arabes et ceux d'autres organisations internationales. Les travaux des rencontres débuteront par la 9e réunion des coordinateurs radios arabes (18 et 19 février), qui sera suivie le 20 février d'une réunion en commun des coordinateurs news, programmes, sport et ingénieurs des radios et télévisions arabes. Les 21 et 22 février seront consacrés à une réunion des ingénieurs en télécommunications et les techniciens des stations terrestres. Une réunion des échanges méditerranéennes est également prévue les 24 et 25 février. L'ASBU est une agence de la Ligue arabe, chargée d'accroître les échanges de programmes entre les radios et télévisions arabes. Le Centre arabe des échanges de l'information et des programmes est l'une des instances les plus importantes de l'ASBU (Arab States Broadcasting Union). Il est installé depuis mars 1987 à Alger.

Faiza K.

Il a défendu sa précédente gestion du gouvernement

Ouyahia dénonce des lobbies internes et externes

La célébration du 20e anniversaire du Rassemblement national démocratique qui a eu lieu hier, à la Maison du peuple à Alger, était une occasion pour son secrétaire général Ahmed Ouyahia de dresser les grandes lignes de son parti pour les prochaines législatives.

Par Nacera Chenafi

Ph /D. R.

C'est au siège de la Centrale syndicale que le RND a célébré, hier, ses 20 ans d'existence en présence d'une grande foule de militants et de membres fondateurs, dont le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah. Un choix de lieu symbolique pour dire que le RND a sa part à l'Ugta, alors que des membres de son secrétariat national avaient affiché leur engagement au côté de son rival, le Front de libération nationale. Cette célébration qui intervient en pleine préparation des élections législatives, est probablement le début de la campagne électorale du RND. D'ailleurs, dans son discours Ahmed Ouyahia a défendu l'époque de sa gestion des affaires du gouvernement durant les années 90 avec les réformes imposées par le Fonds monétaire international. A ce propos, Ouyahia dira : «*On a critiqué la gestion des cadres du RND, les séquelles des décisions démagogiques et du populisme*», alors que, selon lui, «les cadres du RND ont offert aux travailleurs la possibilité de devenir propriétaires des entreprises défaillantes, création de l'Ansej en 96, le Fonds du chômage en 97 et les petits crédits pour la famille en 98». D'autre part, il a soutenu qu'après le retour de la paix, son parti a participé à consacrer les crédits pour l'investissement, rééchelonnement des dettes fiscales, bancaires et soutien des programmes pour l'agriculture.

Il a défendu également la création de l'Alliance présidentielle qui a participé, selon lui, à la stabilité du pays, affirmant que son parti a participé aux différents amendements introduits dans la dernière révision constitutionnelle, dont l'officialisation de tamazight, la libération de l'acte de gestion et la consécration des libertés. Évoquant la situation organique de son parti, il a souligné que le RND a 218 000 militants, dont 44 000 femmes et 75 000 jeunes de moins de 35 ans. Il a défendu la pratique démocratique au sein de son parti, dont le choix des responsables, sa personne, une manière de répondre à ses opposants. Cette pratique, selon lui, est consacrée aussi dans le choix des candidats pour les législatives. Ainsi, cette opération a été attribuée aux conseils de wilaya et structures militantes. Evoquant les grandes lignes du programme de son parti, il affirmé que celles-ci se reposent sur trois piliers : l'aboutissement des réformes politiques initiées par le Président Bouteflika, la préservation de la stabilité du pays et le bon fonctionnement des institutions pour la réussite de la transition économique et la pérennité de la justice sociale.

Évoquant la gestion de la crise financière, Ouyahia s'est montré optimiste car selon lui l'Algérie peut dépasser cette crise, affirmant qu'elle a affronté la chute des prix du pétrole avec une capacité de résistance appréciable et l'émergence des capacités productives. Cependant, pour Ouyahia pour réussir une transition économique et sociale, il faut un «*une évolution et un changement des mentalités*», affirmant que son parti peut jouer un «*grand rôle dans ce cadre*».

Pour lui, «*il y a des lobbies internes destructifs et des lobbies étrangers colonialistes*» sans donner plus de détails.

Évoquant implicitement la polémique en France suite aux déclarations du candidat Macron, Ouyahia dira : «*On entend parler aujourd'hui des crimes contre l'humanité, ce n'est pas nous qui le disons, ce sont les témoignages de leurs officiers*». Enfin, il terminera avec un message d'optimisme, affirmant que le peuple qui a combattu le colonialisme et le terrorisme peut aujourd'hui sortir vainqueur de la crise financière.

N. C.

Elections législatives

Bouteflika appelle à une participation massive

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a appelé, hier, les Algériens à participer massivement aux élections législatives du 4 mai prochain. «*Au moment où nous célébrons les Gloires de notre pays en cette journée nationale du Chahid, notre peuple s'apprête à une autre échéance électorale pour élire ses représentants à l'Assemblée populaire nationale* (APN) *et je voudrais saisir cette occasion pour exhorter les enfants de mon pays à exercer leur droit pour choisir leurs représentant en se rendant massivement aux urnes dans le cadre des garanties prévues par la Constitution et la Loi consacrant le respect de leur choix libre et souverain*», a indiqué le chef de l'Etat dans un message lu en son nom par le conseiller à la présidence de la République, Mohamed Ali Boughazi, à l'occasion de la journée nationale du Chahid, célébrée le 18 février de chaque année. Le Président Bouteflika a souligné que «*le recouvrement de la souveraineté et de notre droit à présider aux destinées de notre pays et la liberté de notre décision individuelle et collective de choisir nos représentants sont le fruit de lourds sacrifices consentis par un million et demi de Chahid, morts pour que vive l'Algérie et pour que ses enfants puissent jouir des bienfaits de la liberté et de l'indépendance*». Il a rappelé que «*notre système institutionnel dans lequel se cristallisent les valeurs de liberté et de souveraineté populaire puisées dans notre lutte armée, a connu le raffermissement de son caractère démocratique à travers les enrichissements constitutionnels successifs*». Par ailleurs, le président de la République a souligné que «*les crises économiques et idéologiques qui secouent le monde et les bouleversements géostratégiques ont un impact direct sur beaucoup de pays, notamment en voie de développement à l'instar de l'Algérie, d'où la nécessite de conjuguer nos efforts et de resserrer nos rangs pour une exploitation optimale des compétences, aussi nombreuses que méritoires, que recèle notre pays dans tous les domaines*». Il a affirmé que «*les réalisations grandioses que notre pays a enregistrées en peu de temps en termes de lutte contre le chômage, de développement de notre système éducatif et d'enseignement, de construction de millions de logements et de dizaines de milliers d'établissements de santé et d'éducation en plus d'une importante infrastructure dans tous les secteurs, sont une preuve de ce que l'Algérie est en mesure de concrétiser encore à l'avenir*». «*Par la rationalisation de nos dépenses, l'amélioration de la gouvernance de notre pays, la mise en œuvre des différentes réformes prévues et la promotion de la valeur du travail, valorisée par l'Islam, l'Algérie viendra à bout de la crise à laquelle elle est confrontée du fait des fluctuations des marchés internationaux et se hissera, par l'aide d'Allah, au rangs des pays émergents pour réaliser ainsi le rêve des nos valeureux Chouhada et parachever la Déclaration de la Glorieuse Révolution du 1er Novembre*», a-t-il conclu.

Meriem B.

LA QUESTION DU JOUR

Forcing européen en direction des Etats-Unis

suite de la page Une

Il suffirait d'aller en prendre possession parce qu'alors il les aurait de lui-même désertées, ayant perdu dans l'intervalle toute raison de résister. Les Américains disent que ses chefs sont déjà en train de fuir Raqqa, autour de laquelle les forces alliées kurdes continuent de resserrer leur étau. C'est que le dispositif d'encerclement mis en place à Raqqa n'est pas aussi étanche, en tout cas pas encore, que celui que les Irakiens ont installé autour de Mossoul. Daech peut encore sortir de Raqqa, il ne le peut pas de Mossoul, les forces irakiennes ayant pris un soin particulier de l'en empêcher, de crainte sans doute qu'il n'aille se reconstituer ailleurs dans un pays qui reste politiquement fragile. Si donc l'affaire est entendue au plan militaire, tant en Irak qu'en Syrie, il n'en va pas de même au plan politique, certes davantage en Syrie qu'en Irak, encore que leurs stabilités futures respectives dépendent dans une bonne mesure l'une de l'autre. Pour ce qui est plus particulièrement du conflit syrien, rien n'indique encore que le nouveau round des négociations de Genève puisse être le bon, c'est-à-dire celui au cours duquel le gouvernement syrien et son opposition, ou plutôt ses oppositions, aboutiront à un compromis durable. Tout porte au contraire à penser que ce rendez-vous, le quatrième du nom, n'aura pas plus de succès que les trois autres, au vu notamment du forcing exercé par les puissances européennes sur la nouvelle administration américaine pour l'amener sur la même ligne à cet égard que l'administration précédente. Le primat de la lutte contre le terrorisme, et donc contre Daech, affirmé par Donald Trump au cours de la campagne électorale, pourrait bien être battu en brèche sous la pression des membres de l'Otan, France et Grande-Bretagne en tête, mais elles ne sont pas les seules, qu'on voit à l'œuvre en ce moment même à Munich où se tient la conférence internationale sur la sécurité. Déjà le nouveau chef de la diplomatie américaine, Rex Tillerson, tient à rassurer ses alliés, européens et autres, en leur promettant qu'il n'y aura pas de collaboration militaire avec la Russie dans la lutte contre Daech tant que celle-ci continue de considérer tous les groupes d'opposition comme des groupes terroristes, alors même que telle n'est pas la position russe.

M. H.

Le ministre des Moudjahidine réagit aux propos de Macron

«Nos relations avec la France sont conditionnées par la question de la mémoire»

■ *L'Algérie a commémoré, hier, la journée nationale du Chahid (martyr de la Révolution), qui correspond à la date de la création de l'Organisation spéciale qui fut le prélude à la lutte armée pour la libération nationale.*

Par Malek O.

Ph/D. R.

A cet effet, le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni a affirmé que les relations entre l'Algérie et la France sont «*conditionnées par la prise en charge de la question de la mémoire*». «*La France doit assumer ses responsabilités envers l'Algérie et les dossiers en suspens entre les deux pays doivent être pris en charge*», a affirmé le ministre à son passage à la Radio algérienne depuis Khenchela, en marge de sa visite dans cette wilaya, retenue pour la célébration des festivités officielles de la journée nationale du Chahid. M. Zitouni a assuré qu'une «*volonté sincère*» de la part de la France était nécessaire pour entamer un travail sérieux entre les deux pays et régler définitivement les dossiers en suspens. Evoquant les crimes du colonisateur, M. Zitouni a indiqué que les essais nucléaires dans le Sahara algérien sont «*une preuve de l'atrocité des crimes commis par la France coloniale en Algérie*», soulignant qu'un séminaire national sur ces essais, tenu récemment à Illizi et auquel il a pris part, a démontré «*les innombrables crimes perpétrés par le colonialisme contre le peuple algérien*». Le ministre, rappelant l'héroïsme du peuple algérien à travers son histoire, la paix et la stabilité du pays grâce à ses hommes, ses femmes et les éléments de l'Armée nationale populaire, a estimé que la meilleure façon pour préserver le message des chouhada est d'œuvrer à édifier un état fort et prospère. Tayeb Zitouni avait entamé sa visite dans la wilaya de Khenchela depuis la maison de la culture Ali-Souaghi, où il a assisté à la projection d'un documentaire sur l'exhumation des restes de chouhada de la grotte Djemri dans la commune d'Ensigha avant la présentation d'une opérette retraçant des pans de l'histoire de l'Algérie. Le ministre a également honoré des moudjahidine et des membres des familles de chouhada de la région. La visite du ministre des Moudjahidine devait se poursuivre hier samedi avec une cérémonie d'inhumation des restes de 30 Chahid avant de présider l'ouverture des travaux du colloque régional portant sur «les crimes coloniaux entre la mémoire et l'histoire».**M. O./APS**

Benjamin Stora, historien et spécialiste de l'Algérie

«Les historiens ont apporté la preuve de massacres»

Les crimes contre l'humanité «*incluent les massacres de masse perpétrés en Afrique ou en Algérie*», a affirmé l'historien français Benjamin Stora, rappelant que les historiens ont apporté la preuve des massacres de la colonisation. «*Les ''crimes contre l'humanité'' incluent aussi bien des génocides comme la Shoah ou celui des Arméniens que des massacres de masse comme ceux qui ont été perpétrés en Afrique ou en Algérie*», a précisé le spécialiste de l'histoire de la colonisation française dans une interview au quotidien *Le Parisien*, indiquant que cela fait longtemps que les historiens en ont apporté la preuve. «(...) *Cela fait très longtemps que les historiens ont apporté la preuve de massacres, de crimes, de tortures, durant la longue période de la colonisation*», a-t-il dit, rappelant qu'en 1959 Michel Rocard publiait un rapport concluant à des déplacements de 2 millions de paysans en Algérie. Cependant, a-t-il fait remarquer la France a construit un système juridique «*qui fait qu'aucune plainte ne peut aboutir et que cette période ne peut être jugée*», expliquant qu'en raison des lois d'amnistie votées dans les années 1960, «*aucune plainte ne peut aboutir*». Pour lui, seules des poursuites devant des tribunaux internationaux «*pourraient débloquer le processus*». Il a relevé qu'en France, «*dès que l'on prononce les mots ''crimes contre l'humanité'', le débat se clôt ou se politise*», soulignant qu'il est «*quasiment interdit*» d'évoquer tout acte de violence commis par la France pendant la colonisation. Il a indiqué, dans ce contexte, qu'en matière de colonisation, «*la France a bâti un faux modèle républicain : elle a proclamé le principe d'égalité mais ne l'a que rarement mis en pratique*», soutenant que la colonisation est devenue un «*marqueur identitaire*» comme l'esclavage pour les Noirs. «*C'est une question historique aux conséquences politiques très vivaces*», a-t-il dit.

La reconnaissance des actes commis par la France est un «problème de génération»

La reconnaissance ou pas des actes commis par la colonisation française est un «*problème de génération*», a-t-il affirmé, soulignant qu'il y a un décalage entre la jeunesse française et une partie de la classe politique. «*Les excuses, c'est une chose que les Américains ont faite sur le Vietnam, ce qui leur a permis de rouvrir une ambassade et de devenir le premier partenaire commercial du Vietnam. C'est un pragmatisme qui n'existe pas en France*», a expliqué l'historien dans une interview à *Libération* en réaction à la polémique provoquée par la qualification d'Emmanuel Macron de la colonisation française de «*crime contre l'humanité*». Pour le spécialiste de l'histoire d'Algérie et du mouvement national algérien, «*au fond, c'est un problème de génération*», expliquant que pour un jeune d'aujourd'hui, de 25, 35 ans, «*il y a une évidence dans la reconnaissance des actes qui ont été commis, c'est comme le rapport à l'esclavage, à la Shoah, ce sont des séquences historiques admises*». Il a indiqué que pour la guerre de Libération de l'Algérie et la colonisation, «*on n'en est pas là*», constatant qu'il existe un décalage entre la jeunesse et une partie de la classe politique. «*Il y a un décalage entre la jeunesse et une partie de la classe politique, c'est pour ça que Macron, qui a 38 ans, l'a dit sur le ton de l'évidence. Et ça soulève de l'embarras à gauche, de la protestation à droite et de la virulence à l'extrême droite*», a-t-il dit. **Fahima S./Agences**

La martyre Hassiba Ben Bouali

Une icône de sacrifice et d'amour de la patrie

La plus jeune moudjahida de La Casbah (Alger), la martyre Hassiba Ben Bouali est l'une des nombreuses Algériennes qui se sont sacrifiées corps et âme pour l'indépendance du pays, convaincues que «*ce qui a été pris par la force, ne peut être restitué que par la force*». Née un 18 juin 1938 à la rue d'Isly au centre-ville de Chlef, la martyre et héroïne Hassiba passa son enfance aux environs de la commune de Sendjas (environs 8 ans) avant de s'installer à Alger. A cet égard, le moudjahid El Hadj Attaf ne cache pas sa fierté que la wilaya de Chlef compte parmi ses enfants une héroïne de la trempe de «Hassiba», affirmant qu'elle est «*une icône de la lutte de la femme algérienne*» qui a combattu et sacrifié aux côtés de ses frères, bien qu'elle «*ne manquait de rien*» durant cette période. La famille de Hassiba fut une famille imbues des valeurs nationales, a ajouté El Hadj Attaf, indiquant que son oncle était un des notables de la région de Sendjas qui a été poursuivi par les forces coloniale, notamment après que la martyre ait rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN). L'héroïne Ben Bouali qui a eu le privilège de tomber jeune au champ d'honneur, est devenue un modèle ancré dans la mémoire du peuple et une source d'inspiration pour les femmes algériennes, qui sont appelées aujourd'hui à parachever le processus de construction d'une Algérie moderne et souveraine. Hassiba Ben Bouali compte parmi les meilleures femmes que l'Algérie ait enfantées, des femmes qui ont eu un rôle important dans la réussite de la révolution. L'héroïne «*abandonna*» sa jeunesse et sa vie privée pour contribuer à la libération de l'Algérie, souligne pour sa part, Mme Ait Saada Slimani Djemhouria, spécialiste en histoire et littérature de la région de Chlef et doyenne de la faculté des langues étrangères. Le docteur Ait Djida Mokrane, enseignant universitaire à la faculté des langues, estime que les nouvelles générations ont besoin d'«*un modèle*» de bravoure et d'héroïsme comme Hassiba. Un constat que M. Aït Djida n'a pas manqué de relever et qui se manifeste à travers l'influence du parcours militant de Hassiba sur de nombreuses étudiantes. Pour le professeur d'histoire à la faculté des Sciences humaines de Chlef, Larbi Belazzouz, les sacrifices consentis par la martyre ne doivent pas être vains. D'autant plus que les étudiantes d'aujourd'hui, a-t-il poursuivi, «*doivent s'inspirer de sa lutte et se prémunir, en faisant preuve d'esprit nationaliste et de sacrifice*». L'universitaire a relevé avec satisfaction l'initiative tendant à suggérer la lecture de la lettre rédigée par la martyre et dont était destinataire sa famille, pour les étudiants à chaque rentrée universitaire. Cette initiative a été suggérée suite à une demande formulée par l'historienne Malika El-Korso, qui a récupéré la lettre à partir des archives françaises et qu'elle a offerte, en mai 2014, à l'Université Hassiba-Ben-Bouali, lors du Colloque international ayant pour thème, femmes combattantes. A ce titre, l'ancien recteur de l'université, Berrabah Ben Doukha, a donné son accord pour ladite initiative.

R. N.

4e Sommet arabo-africain

Le CES de la Ligue arabe estime important l'application des décisions

Le Conseil économique et social de la Ligue des Etats arabes dont la 99e session s'est tenue au Caire sous la présidence du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, a estimé important l'exécution des décisions du 4e Sommet arabo-africain tenu à Malabo (Guinée équatoriale), le 23 novembre dernier.

Par Safia T.

Le sommet de Malabo avait mis l'accent sur la réalisation d'un partenariat arabo-africain efficace et équilibré tout en demeurant attaché aux objectifs et principes énoncés dans le statut de l'Union africaine (UA) et de la Charte de la Ligue arabe. Au volet de la coopération économique, la «Déclaration de Malabo» souligne l'encouragement du commerce et de l'investissement dans les pays africains et arabes ainsi que le transfert des technologies dans le domaine de l'agriculture et du développement de l'infrastructure. D'autre part, la session du Conseil économique et social a adopté plusieurs décisions liées à l'activité économique et sociale arabe commune dont notamment la définition des différents aspects liés au dossier économique et social à soumettre au sommet arabe prévu en mars prochain en Jordanie, le suivi de l'évolution de la Grande zone arabe de libre-échange, l'Union douanière arabe et l'investissement dans les pays arabes. Cette réunion a été marquée également par une série de décisions à caractère social comme le renforcement de la coopération arabo-internationale dans les domaines liés au développement et aux affaires sociales, la modification du règlement du statut du Parlement arabe des enfants, l'approbation de l'initiative portant enseignement en faveur des enfants des régions en conflit ou occupées dans le monde arabe et la création d'un comité arabe de suivi de l'application des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Ph. > D. R.

A l'ordre du jour de cette session qui a vu la participation des ministres arabes de l'Economie, des Finances et du Commerce et la présence de représentants de différentes organisations arabes spécialisées, figurent plusieurs points importants relatifs à l'action économique arabe commune, la coopération entre la Ligue arabe et l'Organisation des Nations unies aux plans social et économique et enfin, le projet des ceintures vertes dans les régions du monde arabe.

Pour ce qui est du volet social, le Conseil a abordé plusieurs questions importantes dont les axes de la coopération arabo-internationale dans les domaines de développement et social et le plan portant enseignement dans les régions en conflit ou occupées dans le monde arabe.

S. T./APS

Grande distribution

Manque drastique en infrastructures

L'Algérie compte, dans la grande distribution, neuf hypermarchés et 244 supermarchés, un nombre insuffisant pour une population de 40 millions d'habitants, selon le ministère du Commerce. Des efforts sont consentis par ce ministère afin de sensibiliser les opérateurs économiques à l'effet de se lancer dans l'investissement dans ce créneau. Il s'agit aussi pour ce département ministériel de se concerter avec les collectivités locales pour dégager des assiettes foncières susceptibles d'accueillir les projets d'hypermarchés au niveau des wilayas dans des zones adéquates, souligne la même source. C'est dans ce sens que des directives ont été données aux walis par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Par ailleurs, le programme de réalisation des marchés de gros de fruits et légumes à vocation nationale et régionale, confié à l'entreprise publique de réalisation et de gestion des marchés de gros (Magros), prévoit la réalisation de huit marchés. Ils seront implantés dans les wilayas d'Ain-Defla, Mascara, Sétif, Guelma, Ouargla, Djelfa, Biskra et Mila. Le coût prévisionnel global de ces marchés où doivent intervenir 43 000 personnes/jour, est estimé à 19,03 milliards DA financé sur crédit bancaire de la banque BADR pour une capacité totale de 3,6 millions de tonnes/an et un nombre d'emplois permanents à créer de 20 000 à 24 000. L'examen de la situation de ces projets montre que deux wilayas ont atteint des taux de réalisation des travaux respectivement de 91% et de 97% pour les marchés de gros des wilayas de Sétif et d'Ain Defla.

Salem K.

Zone euro

Merkel reconnaît que la valeur de l'euro est un «problème»

Angela Merkel a admis hier que la valeur de l'euro était trop basse ce qui pose un «*problème*» à l'Allemagne mais a souligné que Berlin n'avait pas les moyens de le résoudre, la politique monétaire étant définie par la Banque centrale européenne (BCE). «*Nous avons en ce moment dans la zone euro bien sûr un problème avec la valeur de l'euro*», a déclaré la chancelière allemande lors d'une conférence sur la sécurité à Munich à laquelle assistait le vice-président américain, Mike Pence. L'euro a perdu environ 25% de sa valeur face au dollar au cours des trois dernières années. Il est tombé le mois dernier à 1,034 dollar, son plancher en quatorze ans, mais s'est repris depuis d'environ trois centimes. Les propos d'Angela Merkel ont paru répondre aux commentaires d'un conseiller commercial du président Donald Trump, Peter Navarro, qui a accusé l'Allemagne de bénéficier d'un euro «*largement sous-évalué*» par rapport au dollar. Dans son intervention, la chancelière n'a pas souhaité s'étendre sur la question de l'excédent de la balance commerciale de l'Allemagne, reconnaissant toutefois que ce sujet fera partie des échanges que les autorités de Berlin et Washington auront dans les semaines et mois qui viennent. Mais elle s'est attirée les applaudissements en faisant remarquer que les Etats-Unis n'avaient aucune raison de se plaindre du niveau des importations allemandes. «*Si vous regardez dans cette salle le nombre d'iPhones et de produits Apple qu'il y a, je pense que le vice-président* (Mike Pence) *peut-être pleinement satisfait, et il y a sans doute encore de la place dans la 5e Avenue pour des voitures allemandes*». S'agissant de la BCE et de sa politique en matière de changes, un domaine qu'elle évoque rarement, Angela Merkel a estimé que «*la BCE a une politique monétaire qui n'est pas orientée vers l'Allemagne mais plutôt adaptée au Portugal, à la Slovénie ou à la Slovaquie*». «*Si nous avions encore le deutsche mark, il aurait certainement une valeur différente de celle de l'euro en ce moment. Mais il s'agit d'une politique monétaire indépendante sur laquelle je n'ai pas d'influence en tant que chancelière allemande*», a-t-elle ajouté. **F.H./ Agences**

Prix

Le pétrole presque stable à New York

Les cours pétroliers ont fini proches de l'équilibre à New York, les espoirs suscités par la réduction de la production de l'Opep se confrontant toujours à des stocks record aux Etats-Unis. Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI) a avancé de 4 cents à 53,40 dollars sur le contrat pour livraison en mars au New York Mercantile Exchange (Nymex). Après une journée passée très légèrement dans le rouge, le cours du brut à New York est devenu positif dans les dernières minutes d'échanges. «*Ce n'est pas grand-chose*», a commenté laconique Bob Yawger de Mizuho Securities USA, remarquant qu'aucun paramètre concret du marché n'avait changé. Depuis le début de l'année, les prix sont englués dans une fourchette comprise entre 50 et 54 dollars à New York. La baisse des extractions mise en place le 1er janvier par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires, dont la Russie, ne se s'est pour l'instant pas traduite par une réduction globale de l'offre car dans le même temps les réserves de brut aux Etats-unis ont bondi. Pour le premier des six mois pendant lesquels ils doivent s'appliquer, ces quotas de production ont pourtant été mieux respectés par l'Opep et ses alliés que ce à quoi s'attendaient les analystes. Tout mouvement de baisse des cours est de plus limité par le fait que «*l'Opep pourrait étendre et même accentuer la réduction de la production au delà du 1er juillet*», ont rapporté les experts de Commerzbank citant des informations de presse. En plus de cela, la fin de la période de maintenance des raffineries américaines approche et en accélérant la cadence elles pourraient consommer une partie de l'excès de brut. En cours d'échanges, les investisseurs ont pris connaissance d'une légère progression du nombre de puits de forage en activité aux Etats-Unis, selon le décompte effectué chaque semaine par le groupe privé Baker Hughes. Même si l'ampleur de cette dernière hausse hebdomadaire est faible, le nombre de puits a augmenté de 44,6% par rapport à l'an passé selon les calculs de Tim Evans de Citi, or c'est un indicateur avancé de la production. La production américaine a tendance à augmenter depuis fin septembre, tirée par une reprise des extractions de pétrole de schiste.

R. E.

Souk-Ahras

La nécessité de concrétiser les projets d'investissement soulignée

■ *La nécessité de concrétiser les projets d'investissement accordés aux opérateurs économiques bénéficiaires du foncier industriel et des contrats de concession a été soulignée dans la localité de Bir Bouhouche, à Souk-Ahras.*

Ph. > D. R.

Par Hatem D.

S'exprimant en marge du lancement des travaux de requalification et de l'aménagement de la zone d'activités implantée au niveau de la commune de Bir Bouhouche, sur une superficie de 41 hectares, le chef de l'exécutif local, Abdelghani Fillali, a précisé que les pouvoirs publics œuvrent à accompagner les investisseurs dans la réalisation de leurs projets, retenus et validés pour la création de postes d'emploi et de richesse. En présence de responsables des secteurs concernés par l'investissement, le responsable a indiqué, qu'au cours de la récente opération d'assainissement du dossier d'investissement, des mises en demeure ont été adressées à certains investisseurs, les invitant à lancer leurs projets. Il a également ajouté qu'un autre investisseur qualifié de «*défaillant*» dont le projet pour lequel il a bénéficié du foncier industriel est en souffrance depuis quatre ans, a fait l'objet d'une poursuite judiciaire afin de résilier son contrat de concession. Rappelant que le traitement des dossiers d'investissement s'effectue en un temps record ne dépassant pas les 15 jours, le même responsable a relevé que de nombreux opérateurs, bénéficiaires de contrats de concession, n'ont toujours pas lancé leurs projets. L'opération de réhabilitation de la zone d'activité de la commune de Bir Bouhouche, qui a nécessité une enveloppe financière de 184 millions de dinars, comprend la réalisation du réseau d'eau potable et celui d'assainissement, la réfection de l'éclairage public, en plus de l'aménagement des trottoirs et des allées. Par ailleurs, le wali a souligné qu'une opération de requalification et d'aménagement des deux zones d'activités à Sidi Fredj et Oued Keberit sera prochainement programmée, rappelant que la commune d'Oued Keberit abritera le complexe de transformation du phosphate, lancé en partenariat avec un opérateur saoudien et qui devra assurer 5 500 emplois. Plusieurs unités versées dans la fabrication de tuyauterie d'eau et de gaz et leurs accessoires, les câbles électriques et téléphoniques, et les matériaux de construction sont implantés dans la zone d'activités de Bir Bouhouche, a-t-on noté. La wilaya de Souk-Ahras dispose de trois zones d'activités totalisant une superficie de 92 hectares, au niveau des localités de Sidi-Fredj, d'Oued Keberit et de Bir-Bouhouche, en plus de deux zones industrielles à M'daourouche et au chef-lieu de wilaya.

H. D./APS

Illizi

Session de formation pour les porteurs de projets dans le domaine des TIC

Les gestionnaires et porteurs de projets de micro-entreprises activant dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la wilaya d'Illizi ont bénéficié de sessions de formation dans le domaine, à l'initiative de la direction opérationnelle d'Algérie-Télécom (A.T), a-t-on appris des responsables de la direction locale de l'entreprise. Entrant dans le cadre d'une convention signée entre A.T, d'une part, et l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), d'autre part, ces sessions, qui ont profité aux gestionnaires de cinq micro-entreprises, portent sur des cours théoriques et pratiques dans les filières des réseaux téléphoniques, de la fibre optique, des travaux de construction et de creusement liés aux projets d'A.T. Ces jeunes gestionnaires ayant entamé leurs activités et ont décroché, à la faveur du plan de développement d'A.T, de projets leur assurant des revenus leur permettant de développer leurs micro-entreprises, de générer des emplois et de contribuer au développement local. La direction générale d'AT entend, à travers ces sessions de formation, mettre en œuvre ses programmes de modernisation du secteur, de généralisation du réseau en fibre optique à travers le pays pour l'amélioration du service public et des diverses prestations en direction de la clientèle de l'entreprise, selon la même source. Les responsables locaux d'A.T font part, à ce titre, de l'organisation, à travers les différentes communes de la wilaya, des campagnes de sensibilisation et d'information sur les avantages accordés par les dispositifs de soutien à l'emploi et de montage de petites et moyennes entreprises susceptibles de contribuer à l'impulsion du développement économique de la région.

Lydia O./Agences

Batna

Plus de 8 700 emplois prévus dans le cadre de projets d'investissement privé

Au total, 8 774 emplois devraient être générés par 128 projets d'investissement privé, avalisés durant l'année 2016 à Batna par le comité de wilaya de relance de l'investissement économique, a indiqué le directeur de l'industrie et des mines, Sassi Bouaziz. Des terrains de 180,8 hectares ont été accordés aux porteurs de ces projets retenus parmi 191 projets étudiés par le comité durant l'année passée, selon le même responsable qui a souligné que 16 projets sont en cours d'étude, tandis que l'examen de 39 autres a été ajourné. L'opération de recensement des biens immobiliers bâtis ou non bâtis a permis de dénombrer 71 biens dont 37 du secteur agricole et 16 de celui du logement, selon la direction de l'industrie et des mines. Le wali de Batna, Mohamed Salamani, a fait état, lors d'une session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) tenue fin janvier dernier, de la récupération de 20 terrains de 22,74 hectares non exploités par des porteurs de projets dans les zones d'activités des communes d'Ain Yagout, El Madher, N'gaous, Barika et Djerma. Selon le directeur de l'industrie et des mines, il a été également procédé à la récupération de 14 autres terrains de 33,67 hectares relevant du domaine public de l'Etat dans les communes d'Oued Chaâba, Djerma, Bitam, M'doukel et Oued Taga.

L. F.

Artisanat traditionnel

Près de 29 200 emplois générés dans la wilaya de Ouargla

Au moins 29 199 emplois ont été générés par de petites entreprises activant dans le domaine de l'artisanat traditionnel, depuis 1999 à travers la wilaya de Ouargla, a-t-on appris auprès de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM). Le secteur recense 11 184 artisans dont 3 768 activant dans les métiers d'art, 1 945 dans la production de matières et 5 471 dans les services, a précisé le directeur de la CAM de Ouargla, Mabrouk Agrine. Dans le cadre du soutien et de l'accompagnement des artisans, 73 artisans ont bénéficié d'acquisition de matières et d'équipement pour la réalisation de leurs projets, pour un financement de plus de 14,7 millions DA, a-t-il révélé. La CAM de Ouargla a initié des sessions de formation au profit de 119 artisans et artisanes, dans différents segments de l'artisanat traditionnel, tels que la vannerie, le tissage et la broderie traditionnelle, a fait savoir M. Agrine. Parmi les principales activités d'artisanat traditionnel répandues dans la wilaya de Ouargla, figurent la vannerie, l'art du sablage, la valorisation des roses de sable, la céramique, le tissage, la broderie et l'habit traditionnels et le travail du cuir. Le secteur s'est renforcé ces dernières années par une Maison de l'artisanat au chef-lieu de wilaya, disposant d'une dizaine de salles, certaines réservées à la formation et les autres à l'exposition-vente de produits de l'artisanat traditionnel local, en plus d'un Centre de l'artisanat traditionnel à Touggourt.

Agences

Laghouat

Réception avant fin juin de 5 stades de proximité revêtus en gazon synthétique

CINQ STADES de proximité revêtus d'une pelouse synthétique seront réceptionnés avant la fin du mois de juin prochain dans la commune de Laghouat, a-t-on appris mercredi des responsables de cette collectivité. D'un coût de plus de 30 millions DA dégagés sur le programme communal de développement (PCD) et du budget de la commune, ces structures sportives sont implantées dans les cités des «250 logements», «450 logements» et des quartiers Ksar El-Bezaim, Maâmoura et El-Dalaâ, a précisé le président de l'Assemblée populaire communale de Laghouat, Bachir Benbahaz. La création de ces structures et l'implication des associations de quartiers dans leur gestion et entretien, visent l'encouragement du plus grand nombre de jeunes à la pratique sportive et l'épanouissement des sportifs de talent, a-t-il indiqué. Le stade communal «Abdelkader-Benhamid» de Laghouat bénéficiera d'une opération d'amélioration de ses installations, notamment les vestiaires, les aires de formation des petites catégories, les sanitaires et les raccordements aux réseaux divers.

R. R.

Sahara occidental

L'Intergroupe veut une application effective et sans tergiversations de l'arrêt de la CJUE

L'Intergroupe sur le Sahara occidental au Parlement européen s'adressera prochainement à la Commission européenne pour demander l'application «effective» de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (UE) «sans tergiversations ni détours politiques», a affirmé le ministre sahraoui délégué pour l'Europe, Mohamed Sidati.

Par Lamia O.

Ph : DR

«L'*Intergroupe s'adressera à l'UE pour demander l'élaboration d'une feuille de route qui permette l'application effective de l'arrêt de la Cour, sans tergiversations ni détours politiques*», a déclaré M. Sidati. Dans son arrêt rendu le 21 décembre dernier, la CJUE a conclu que les accords d'association et de libéralisation entre l'UE et le Maroc ne sont pas applicables au Sahara occidental, compte tenu du statut «*séparé et distinct*» garanti au territoire du Sahara occidental en vertu de la charte des Nations unies et du principe d'autodétermination des peuples. Selon M. Sidati, l'Intergroupe qui a tenu mercredi dernier à Strasbourg sa première réunion de l'année 2017 à laquelle ont participé les nouveaux députés qui ont rejoint l'intergroupe récemment, a souligné que la récente jurisprudence de la CJUE qui exclut définitivement le territoire du Sahara occidental du champ d'application des accords d'association et de libéralisation conclus entre l'UE et le Maroc, reconnaît «*sans aucune ambiguïté*» au peuple sahraoui le droit à l'autodétermination et à la souveraineté permanente sur ses ressources naturelles comme énoncé par la Charte des Nations unies. Réaffirmant la détermination des autorités sahraouies à obtenir l'exécution de cet arrêt de la CJUE, Sidati a appelé l'UE à se rapprocher du Front Polisario pour engager des négociations «*franches*» et trouver un accord afin de rendre légal la présence des entreprises européennes au Sahara occidental car «*aucune activité n'est possible sans le consentement du Front Polisario*». «*Après cet arrêt de la CJUE, les entreprises européennes n'ont plus aucun cadre juridique pour rester au Sahara occidental*», a-t-il rappelé. Il a mis l'accent, dans ce contexte, sur la nécessité que l'UE œuvre pour qu'il y ait «*une solution juste*» au conflit au Sahara occidental, mettant en garde contre «*l'accroissement des tensions*» dans la région qui pourraient se répercuter sur l'Europe. M. Sidati qui a saisi l'occasion de cette réunion de l'Intergroupe pour informer ses membres des récents développements au Sahara occidental, a souligné devant les membres de l'Intergroupe que le Maroc, en adhérant à l'Union africaine (UA) se retrouve dans l'obligation de «*respecter les fondements de l'UA contenus dans son Acte constitutif*». L'Intergroupe, a-t-il poursuivi, a dénoncé la situation d'oppression et de répression imposée par le Maroc au Sahara occidental. «*Se référant au procès du groupe de Gdeim Izik, l'Intergroupe a exigé la libération des 21 prisonniers politiques sahraouis concernés, et la fin de la parodie du procès en cours contre eux*», a-t-il ajouté. Le ministre sahraoui a indiqué, à ce titre, que des actions seront entreprises en direction des institutions européennes, afin de les sensibiliser sur la nécessité «*urgente*» de soutenir les efforts de l'ONU pour que le peuple sahraoui puisse exercer enfin son droit inaliénable à l'autodétermination. «*Les eurodéputés de l'Intergroupe ont montré une grande détermination et beaucoup d'enthousiasme pour agir en soutien du peuple sahraoui*», a-t-il encore ajouté. **L. O./APS**

Libye

Les efforts diplomatiques se poursuivent en vue d'un règlement politique

Les efforts se poursuivent aux niveaux régional et international dans le cadre de l'accord politique libyen comme «*le seul cadre*» en vue d'une sortie de crise en Libye. Ainsi, pour tenter de rapprocher les positions entre les dirigeants libyens, les pays voisins, l'Algérie, la Tunisie et l'Egypte ont convenu de se réunir le 1er mars prochain à Tunis. Afin de préparer le terrain aux Libyens pour qu'ils réussissent, eux-mêmes, leur transition, les pays voisins réfléchissent aux moyens d'utiliser au mieux l'option diplomatique conformément à l'accord politique signé le mois de décembre 2015 sous l'égide des Nations unies. L'approche algérienne qui va dans cette direction, c'est-à-dire «*une solution libyenne*» à la crise qui secoue le pays, a été soutenue par l'Union européenne (UE). La position de l'UE vis-à-vis de l'action diplomatique de l'Algérie en faveur du règlement de la crise libyenne «*nous encourage à déployer plus d'efforts pour amener les protagonistes libyens à travailler ensemble, avec un rythme plus soutenu, afin de parvenir à un accord et une solution libyenne que la communauté internationale pourra soutenir*», a déclaré le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra. Les dirigeants libyens sont parvenus, à l'issue d'une série de rencontres tenues dans plusieurs pays voisins dont l'Algérie, l'Egypte et la Tunisie, à un accord consacrant plusieurs constantes nationales «*indéniables et immuables*» dont «*la préservation de l'unité de la Libye et de son intégrité territoriale*», ainsi que les exigences actuelles impliquant l'établissement d'un Etat fort qui jouit d'institutions solides, d'un peuple uni et d'une armée opérationnelle. Bannir «*toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires internes libyennes, cesser l'effusion du sang des Libyens, s'engager à instaurer un Etat civil, démocratique et moderne, outre le rejet de toute forme de marginalisation et d'exclusion, la consolidation de la réconciliation nationale et la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme*», tel était la vision partagée des participants à ces différentes rencontres. Pour faire le point des résultats des contacts établis par les trois pays avec les protagonistes libyens en vue d'un règlement politique global de la crise libyenne, une réunion tripartie est prévue en Tunisie le 1er mars prochain avec la participation des chefs de diplomatie algérienne tunisienne et égyptienne. Une initiative concernant le dossier libyen avait été lancée à l'occasion de la visite effectuée le 15 décembre 2016 par le président tunisien Béji Caïd Essebsi en Algérie et sa rencontre avec le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. La rencontre devrait s'articuler autour de quatre principaux axes : amener les Libyens, toutes sensibilités politiques confondues, au dialogue, rejeter toute solution militaire pouvant aggraver la crise en Libye et inviter les protagonistes à aplanir les litiges et à concrétiser l'accord politique.

Dialoguer pour éviter l'impasse politique

Le Chef du gouvernement d'entente nationale de Libye, Fayez El Sarraj, a affirmé que «*le dialogue permettra incontestablement d'aboutir à des solutions et que l'obstination, par contre, mène à l'impasse politique et accentue les souffrances du peuple libyen*». «*Il n'y a pas eu de rencontre tripartite au Caire comme prévu hier* (mardi)», a déclaré M. El Sarraj au quotidien «*Charq El Awsat*», précisant que «*le maréchal Khalifa Haftar et Aguila Salah ont refusé de le rencontrer*». «*La partie égyptienne a rencontré chaque partie à part et aucune réunion tripartie n'a eu lieu*», a-t-il ajouté. «*Le principe* (de la rencontre) *était que toutes les parties s'assoient autour de la même table pour débattre des idées de tout un chacun et non de poser des conditions préalables*», a-t-il indiqué. **Halim T./Agences**

Tunisie

Deux jihadistes présumés tués à Kasserine

DEUX JIHADISTES présumés ont été tués vendredi par l'armée tunisienne lors d'une opération dans la zone montagneuse de Kasserine (centre), a annoncé le ministère de la Défense. Une unité militaire «*a tué cet après-midi deux terroristes et blessé d'autres éléments sur le mont Sammama*», a indiqué le ministère sans préciser le nombre des jihadistes blessés. Une personne «*suspecte*» a été arrêtée et une quantité de munitions ainsi que trois fusils ont été saisis lors de cette opération de ratissage qui se poursuit, a ajouté le ministère. Le mont Sammama est voisin du mont Chaambi, considéré comme la principale base arrière du maquis jihadiste à la frontière algérienne. Depuis la révolution de 2011, la Tunisie fait face à une hausse des attaques jihadistes qui ont coûté la vie à plusieurs dizaines de militaires, de policiers et de gendarmes. Le président tunisien Béji Caïd Essebsi a décidé jeudi une nouvelle prolongation d'une durée de trois mois de l'état d'urgence, instauré en Tunisie en novembre 2015 après un attentat meurtrier. **R. M.**

Proche-Orient

Washington pour un front israélo-arabe contre l'Iran

En quête d'une solution «régionale» pour régler le conflit israélo-palestinien, les États-Unis encouragent la formation d'un front uni entre l'État hébreu et les puissances arabes sunnites contre l'Iran chiite, leur bête noire commune.

Par Rosa D.

La première rencontre cette semaine à la Maison-Blanche entre Donald Trump et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a été dominée par les déclarations équivoques du président américain prenant ses distances avec la «*solution à deux États*» israélien et palestinien. Des lieutenants de M. Trump ont ensuite ajouté à la confusion en assurant que les États-Unis restaient attachés à ce principe de référence pour la communauté internationale, mais que Washington était aussi ouvert à des solutions alternatives. Benjamin Netanyahu, lui, a été plus clair en proposant une «*approche régionale*» pour mettre fin au conflit au Proche-Orient, le plus ancien de la planète. Une offre reprise par Donald Trump lors de leur conférence de presse commune à la Maison-Blanche mercredi. Le lendemain, le dirigeant israélien a plaidé sur la télévision MSNBC pour «*une paix globale au Moyen-Orient entre Israël et les pays arabes*». Il a vanté une «*occasion sans précédent car nombre de pays arabes ne considèrent plus Israël comme un ennemi mais comme un allié face à l'Iran et à Daech* (groupe État islamique, ndlr), *les forces jumelles de l'islam qui nous menacent tous*». Donald Trump a réaffirmé qu'il voulait présider à «*un formidable accord de paix*» israélo-palestinien. Conseillé par son gendre Jared Kushner, juif pratiquant, il a repris à son compte l'«*approche régionale*» de M. Netanyahu, évoquant en des termes vagues «*beaucoup, beaucoup de pays*» et «*un territoire très vaste*». Plus précis, le possible prochain ambassadeur des États-Unis en Israël, David Friedman, a poussé à la constitution d'un front entre Israël et des pays arabes sunnites, contre l'Iran. «*Les États du Golfe, les Egyptiens, les Jordaniens et les Israéliens sont tous unis* (...) *par une même inquiétude face à l'Iran, un État qui soutient le terrorisme*», a estimé jeudi, lors de son audition de confirmation devant le Sénat, cet avocat juif controversé à Washington pour ses propos à l'emporte-pièce en faveur la colonisation israélienne et contre un État palestinien. Aux yeux d'experts américains, cette convergence de vues entre Israël

Ph.> D. R.

et pays arabes sunnites face au rival iranien chiite, doit être soutenue par l'administration Trump, laquelle vient d'ailleurs de prendre des sanctions contre Téhéran, rompant avec le réchauffement amorcé sous l'ère de Barack Obama. «*Trump peut jouer un coup diplomatique majeur entre Israël et les États du Golfe en endiguant la menace iranienne*», encourage Jonathan Shanzer, vice-président du centre d'analyse conservateur Foundation for Defense of Democracies. Les États-Unis pourraient être «*au fondement d'une entente régionale entre Israël et les pays du Golfe*», insiste le chercheur auprès de l'AFP, les pétro-monarchies – Arabie saoudite, Emirats arabes unis ou Qatar – n'ayant pas de relations diplomatiques avec Israël. Mais le sujet est si sensible en Israël que les autorités ne nomment jamais ces puissances arabes, à l'exception de l'Egypte et de la Jordanie avec lesquels l'État hébreu a fait la paix et entretient des relations diplomatiques. Ce qui n'empêche pas des liens officieux entre Israël et les pays du Golfe. Un général saoudien à la retraite, Anwar Eshki, avait ainsi vu en juillet dernier à Jérusalem-Ouest le directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères, Dore Gold. Les deux hommes s'étaient déjà rencontrés un an plus tôt à Washington dans un centre de recherche. A l'époque, ils avaient évoqué le processus de paix israélo-palestinien, au point mort depuis le printemps 2014, et plaidé pour revigorer l'initiative de paix arabe. Celle-ci est un plan de paix saoudien de 2002 offrant une normalisation entre Israël et l'ensemble des pays arabes en échange d'un État palestinien dans les frontières de 1967. Cette initiative saoudienne avait été remise sur les rails en juillet 2013 par le secrétaire d'État américain de l'époque, John Kerry, avant que sa médiation entre Israéliens et Palestiniens ne capote neuf mois plus tard. Mais dorénavant, l'administration Trump peut pousser à une alliance américano-israélo-sunnite, pense Robert Satloff, directeur du Washington Institute for Near East Policy: «*Israël et les fidèles alliés régionaux des États-Unis ont vraiment besoin d'un leadership américain après ce qui a été perçu comme de l'indifférence de l'administration Obama*», estime-t-il. De son côté, le ministre adjoint israélien de la Coopération régionale, Ayoob Kara, a appelé de ses voeux, dans un tweet, «*un sommet de la paix régional de dirigeants arabes à Washington* (...) *C'est le nouveau Moyen-Orient de Trump et de Netanyahu*».

Points chauds

Rapprochement

Par Fouzia Mahmoudi

Si l'on avait encore des doutes sur la propension de Jean-Luc Mélenchon à se surestimer, ses dernières déclarations les balaieront rapidement. En effet, celui qui en 2012, après une campagne présidentielle qui, il est vrai, fut l'une des plus détonantes, a fini quatrième, loin derrière Marine Le Pen, semble avoir oublié cet épisode. Mais cet échec, ou demi-échec, comme on voudra le considérer, n'a de toute évidence pas entamé la grande confiance que se porte Mélenchon. En effet, répondant aux nombreuses voix, à gauche, qui appellent à un rassemblement de tous les candidats sous une seule bannière, le candidat du Front de Gauche semble estimer qu'il est celui qui est le plus à même de porter sa famille politique à la victoire en avril prochain alors même que les sondages indiquent le contraire. Le virulent candidat a ainsi indiqué cette semaine : «*Je ne vais pas m'accrocher à un corbillard*». Revenant notamment sur l'épineux sujet de la candidature unique à gauche, Mélenchon est interrogé sur son éventuel rapprochement avec Benoît Hamon, et sur si l'absence d'union de la gauche ne va pas favoriser la candidature du Front national. Et la réponse ne se fait pas attendre : «*Quel danger ?* (…) *30 % [d'intention de vote dans les derniers sondages] (…) ça veut dire 70% qui ne votent pas pour elle. Il y a un deuxième tour (…). C'est un argument qui sert à faire peur et à empêcher de penser*». Avant d'enchaîner : «*Je n'ai pas l'intention d'aller m'accrocher à un corbillard* (…) *Si Benoît Hamon est prêt à une politique de rupture avec le passé et avec les gens qui sont encore là, il est le bienvenu. Il n'y a pas besoin de preuve, j'ai dit que je serai candidat*». Mais Mélenchon n'oublie pas que Marine Le Pen n'est pas la seule adversaire des candidats de gauche et que François Fillon s'il est toujours au centre d'un scandale financier reste toujours le candidat de la droite. «*Il y a dans le pays une immense colère contre tout ça* (…) *à juste titre*, a-t-il déclaré. *Il ne faudrait pas trop regarder à propos de monsieur Fillon que la question de ses emplois familiaux plus ou moins fictifs.* (…) *Le plus grave, c'est quand même qu'il dirigeait une société de conseil* (…) *qui lui payait des sommes, dont on se demande à quels conseils elles correspondent, en vérité c'est eux qui lui donnaient des conseils sur ce qu'il devait faire. L'élection 2017, c'est une élection coup de balai, les gens vont aller avec leur bulletin de vote dégager tous ceux dont ils sentent qu'ils sont responsables de cette manière d'être*», a-t-il ajouté. Reste à savoir si ces électeurs-là voudront également voter pour Jean-Luc Mélenchon ou préféreront se tourner vers les deux favoris de cette élections, Marine Le Pen et Emmanuel Macron.

F. M.

Assassinat du demi-frère de Kim Jong-Un

Un Nord-Coréen arrêté en Malaisie

La police malaisienne a annoncé hier l'arrestation d'un Nord-Coréen dans le cadre de l'enquête sur le meurtre du demi-frère du dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un, dont le corps est au centre d'une bataille entre Pyongyang et Kuala Lumpur. L'homme arrêté vendredi soir était en possession de documents fournis aux travailleurs étrangers qui ont permis de l'identifier comme étant Ri Jong Chol, un Nord-Coréen de 46 ans, a précisé la police dans un communiqué. Cette arrestation porte à quatre le nombre de personnes détenues depuis l'assassinat spectaculaire lundi dernier de Kim Jong-Nam, imputé par Séoul à des agents œuvrant pour la Corée du Nord. Des experts malaisiens ont effectué vendredi des analyses d'échantillons du défunt, afin de déterminer la substance toxique qui a apparemment été aspergée sur son visage au moment où il s'apprêtait à prendre un avion à l'aéroport de Kuala Lumpur. Mais hier, le ministre de la Santé a prévenu que cette analyse pourrait prendre jusqu'à deux semaines, et qu'aucune information ne serait communiquée «*tant que nous n'aurons pas trouvé quelque chose de sûre*». Dans la soirée, l'ambassadeur nord-coréen en Malaisie est monté au créneau lors d'une déclaration à la presse faite devant la morgue de Kuala Lumpur où se trouve le corps de Kim Jong-Nam depuis mercredi. Kang Chol a affirmé que son pays rejetterait les résultats de l'autopsie, car «*la Malaisie l'a imposée, sans notre autorisation et sans que nous y participions*». Il a ajouté qu'il avait «*fermement*» demandé la restitution du corps au chef de la police malaisienne mais que ce dernier avait refusé. Il s'agit de la première réaction officielle nord-coréenne depuis l'assassinat, mais l'ambassadeur s'est gardé d'identifier Kim Jung-Nam ou d'évoquer les circonstances de sa mort. Kuala Lumpur a prévenu que le corps ne serait pas remis à Pyongyang tant que les procédures ne seraient pas achevées. «*Jusqu'ici, aucun membre de la famille ou proche n'est venu identifier ou réclamer le corps. Nous avons besoin d'échantillons ADN d'un membre de la famille pour établir le profil de la personne décédée*», a déclaré à l'AFP Abdul Samah Mat, chef de la police de l'État de Selangor, où est situé l'aéroport. «*La Corée du Nord a adressé une demande pour la restitution du corps, mais avant de le remettre, nous avons besoin d'identifier le corps*», a-t-il ajouté. «*Ils sont de mèche avec des forces qui nous sont hostiles*», a répliqué l'ambassade nord-coréenne, insinuant qu'il s'agirait d'une tentative de la Corée du Sud pour porter atteinte à son voisin du nord. Les relations entre Pyongyang et Kuala Lumpur étaient jusqu'alors cordiales, et les visiteurs des deux pays sont exemptés de visa, un cas rare pour les ressortissants nord-coréens. La police interrogeait deux suspectes, l'une détentrice d'un passeport vietnamien, l'autre d'un passeport indonésien, ainsi que le petit ami de cette dernière, un Malaisien. Kim Jong-Nam, 45 ans, avait été attaqué lundi dernier par deux femmes qui lui auraient jeté un liquide au visage à l'aéroport, où il devait embarquer pour Macao. L'homme s'est ensuite plaint de maux de tête et hurlait de douleur avant de succomber pendant son transfert à l'hôpital. La Corée du Sud a pointé du doigt son voisin du Nord, citant un «*ordre permanent*» du dictateur Kim Jong-Un pour éliminer son demi-frère, et une tentative d'assassinat manquée en 2012, après que Kim Jong-Nam avait critiqué le régime le plus fermé au monde. Des correspondants de l'AFP à Pyongyang ont constaté que les célébrations jeudi pour l'anniversaire de la naissance de Kim Jong-Il, le défunt père des deux Kim, s'étaient déroulées sans allusion à l'assassinat. La police malaisienne a arrêté mercredi une femme de 28 ans détentrice d'un passeport vietnamien sous l'identité de Doan Thi Huong.

Wael Jassar et Nawel Al Zoghbi en concert à Alger

Deux prestations et des bémols

Les chanteurs libanais Wael Jassar et Nawel Al Zoghbi ont animé vendredi soir, à Alger, un concert devant un public relativement nombreux gratifié d'un florilège de chansons de leurs répertoires respectifs, qui a quelque peu atténué les imperfections constatées dans l'organisation.

Par Adéla S.

Le public qui a fait le déplacement à la Coupole du Complexe Mohamed-Boudiaf pour assister au concert organisé par l'Agence «WelSound», a dû patienter une heure de plus que l'horaire prévu pour voir enfin se succéder les deux stars de la chanson orientale qui ont rendu deux prestations différentes d'un peu plus d'une heure chacune.

«*Au prix où ont été fixés les tarifs* (entre 2 000 et 4 000 DA), *il est inadmissible de faire attendre le public !*», a fait remarquer une dame venue avec un groupe de personnes. Les défaillances dans le timing se sont surtout faites ressentir par les différents médias présents qui étaient conviés, dans un hôtel à Alger avant le concert, à un point de presse annulé puis reprogrammé à la Coupole, avant de voir leur rencontre avec les artistes basculer dans l'incertitude des organisateurs, visiblement dépassés, incapables de fournir la moindre information fiable.

Après plusieurs reports et rumeurs d'annulation du point de presse, Wael Jassar s'est enfin présenté devant les médias avant de monter sur scène, «*s'excusant*» du retard dû, selon lui, à «*une fatigue subite*» qu'il a eu suite «*au changement de climat*» causé par le voyage.

Nawel Al Zoghbi a pris tout le monde de court en rejoignant directement la scène alors qu'elle était plusieurs fois annoncée dans la petite salle réservée aux journalistes pour son interview qui devait se dérouler juste après celle de Wael Jassar, laissant ainsi les médias dans l'expectative.

«*Il est inacceptable de travailler dans de telles conditions, respecter la presse relève d'un impératif catégorique !*», s'est indignée une consœur de la Radio algérienne.

En revanche, les deux artistes ont livré deux prestations pleines d'une dizaine de pièces chacune, accompagnés par leurs orchestres respectifs et servis par des professionnels à la technique qui ont assuré un sans faute, tant sur le plan du traitement des sonorités que celui des effets lumineux où encore de la vidéo qui a permis au public de suivre le concert sur deux écrans géants placés de part et d'autre de la scène.

Wael Jassar et Nawel Al Zoghbi ont étalé des chansons de leurs anciens et nouveaux albums, repris en chœur par un public de fans, galvanisé et au bon répondant qui a savouré chaque instant des deux concerts dans la délectation.

A. S.

Journées nationales Azzedine-Medjoubi de théâtre

Une pièce tunisienne en ouverture

La pièce «*Rahin El-Aswar*» de l'Association des anciens du théâtre de Carthage (Tunisie) a été choisie pour ouvrir à la maison de jeunes d'Azzaba (Skikda) la 2e édition des journées nationales Azzedine-Medjoubi de théâtre. Mise en scène par Sadek Seddam à partir d'un texte d'Abdeldjalil Talbi, la pièce aborde la lutte des générations et le nécessaire retour aux racines à travers un conflit entre une mère et son fils. Dans une déclaration, Sadek Seddam a assuré que c'est un insigne honneur que de présenter la générale de sa pièce en ouverture de cette manifestation dédiée à une grande figure du théâtre arabe. Organisée par l'Association des artistes indépendants de la ville d'Azzaba avec le concours de la direction de la culture de wilaya et le théâtre régional de Skikda, ces journées verront la présentation de 7 pièces de troupes de M'sila, Boumerdès, Ain Defla, Chlef, Tipasa, Batna et Constantine qui seront départagées par un jury composé du comédien Antar Hellal (Constantine) et des réalisateurs H'mida Aït El Hadj (Alger) et Lotfi Bensebaa (Batna). Coïncidant avec le 22e anniversaire de l'assassinat de Medjoubi, natif de la ville d'Azzaba, ces journées seront sanctionnées le 20 février par une cérémonie d'attribution de sept prix, a indiqué Tarek Nasri, président de l'association des artistes indépendants. L'ouverture a donné lieu à la distinction des artistes Bahia Rachedi, Mohamed Hazim et Fatiha Soltane. Mme Rachedi a exprimé sa satisfaction quant à sa participation aux journées Azzedine-Medjoubi qui a «*défendu la valeur du théâtre durant une période très difficile qui lui avait coûté la vie*». Des ateliers de formation et des conférences sont programmés en marge de ces journées.

H. D.

Prix de l'excellence arabe de la performance culturelle

L'Algérie lauréate

Le Centre arabe de la culture et de l'information (Caci), basé à Djeddah, a attribué le prix de l'excellence arabe pour la performance culturelle à l'Algérie, a indiqué le ministère de la Culture dans un communiqué. Cette distinction honorifique «*décernée au gouvernement algérien en la personne du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, est déclinée en autres plusieurs prix dont le prix de la création, du patrimoine et de l'économie*», ajoute-t-on. Le prix de la performance économique est revenu au Maroc, représenté par son Premier ministre Abdelilah Benkirane, celui de la performance pour le soutien à la création poétique au gouverneur de Sharjah, Sultan Ben Mohamed Al Qassimi. La liste des lauréats a été rendue publique en février dernier, en marge des travaux de la Conférence arabe de la culture et de la création organisée au Caire (Egypte) par la Ligue des Etats arabes, en collaboration avec le Caci. Le jury composé de personnalités politiques et culturelles arabes dont l'ex-SG de la Ligue arabe, Amr Moussa, décerne pour la première fois ce prix honorifique à l'Algérie. La remise des prix, dont la date n'a pas été communiquée, aura lieu lors d'une cérémonie au siège de la Ligue des Etats arabes au Caire, indique encore le communiqué.

T. K.

Art plastique

Exposition-rétrospective de Valentina Ghanem à Alger

L'artiste plasticienne Valentina Ghanem organise du 11 au 29 février à la galerie d'art «Sirius» une exposition-rétrospective regroupant sa collection réalisée en 20 ans. A travers cette nouvelle exposition intitulée «*Rétroplastie*», l'artiste a voulu partager avec le public et les amoureux de l'art plastique des instants au cours desquels les bons sentiments se sont entremêlés avec les cauchemars et les souffrances de la décennie noire. L'artiste a représenté ce passé à travers des toiles prises pour refuge, et qu'elle avait ramenées de précèdentes expositions organisées à Alger, Nice et Monaco. La plume l'a sauvée dans ces moments difficiles où elle avait tenté de survivre à travers ces œuvres, s'est confiée l'artiste à l'APS, ajoutant que les années 1920 et 1930, connues sous le nom «*années folles*», ont profondément changé les divers arts et créations qui jouissaient d'une grande liberté. Cette exposition qui se déroule du 11 au 29 février, que l'artiste a bien voulu prolonger d'un jour, se veut une invitation à l'adresse des visiteurs pour effectuer un voyage à travers le temps. La forte présence des couleurs dans les œuvres exposées est en contradiction avec l'état d'esprit de Valentina Ghanem au moment de la réalisation de ces œuvres, ce qui dénote, comme l'a reconnu l'artiste, de son désir ardent de surmonter la peur et l'inquiétude nées des circonstances qu'elle avait vécues en cette période. A travers les œuvres de Valentina, le mélange entre l'Occident et l'Orient est mis en évidence, à l'image de la rigueur et du sérieux du pays d'origine (Ukraine) côtoyant la chaleur et lumières du pays hôte (Algérie). Selon les critiques d'art, les œuvres de Valentina se caractérisent par l'émancipation, car l'artiste puise dans chaque genre et école, en accord avec ses sentiments et avec ce qu'elle veut transmettre au public. Par ailleurs, l'artiste a révélé son intention d'organiser une autre exposition, au courant de cette année, qu'elle espère bien avant l'été, et qui sera intitulée «*Odyssa-Alger sans escale*».

R. C.

Avec 33 millions d'exemplaires vendus aux Etats-Unis

L'album «Thriller» de Michael Jackson détient le record

L'ALBUM mythique de Michael Jackson «*Thriller*» a battu un record avec 33 millions d'exemplaires vendus aux Etats-Unis depuis sa sortie en 1982.

Ce nouveau record donné par l'association de l'industrie du disque, la Recording Industry Association of America (RIAA), est franchi un an après le début de sa diffusion en streaming. «*Thriller*», qui contient les tubes «*Beat It*» et «*Billie Jean*», ne semble pas prêt de céder sa couronne d'album le plus vendu de tous les temps.

L'album était sorti à un âge d'or pour l'économie du disque, stimulée par la diffusion des albums sur la chaîne musicale MTV. Les ventes d'albums ont plongé ces dix dernières années parallèlement au développement de l'écoute de la musique en ligne, même si le streaming (écoute sans téléchargement) a généré des bénéfices. Le deuxième album le plus vendu aux Etats-Unis «*Their Greatest Hits* (1971-1975)» du groupe les Eagles s'est vendu à 29 millions d'exemplaires.

AFP

Coup-franc direct

Des récidivistes qui ont la peau dure !

Par Mahfoud M.

Les fans du MOB veulent être épargnés et ne pas avoir encore à payer les pots cassés après la dernière contre-performance face à l'USMA et les incidents regrettables qui ont suivi. Pourtant, ils savent que cela sera très difficile et que la LFP ne devrait pas les ménager surtout qu'il s'agit de récidivistes qui ont déjà fait parler d'eux négativement. Comment penser qu'on ne sanctionnera pas des fans qui ne sont pas à leur premier écart ? La LFP est là pour assurer une certaine conduite dans les stades et les supporteurs de la formation bougiote doivent savoir qu'en football il y aune certaine ligne de conduite à respecter. Ils doivent savoir aussi qu'ils n'aident pas leur club en se comportant de la sorte et qu'ils l'enfoncent encore plus dans la précarité surtout que les responsables de la balle ronde nationale sont sans pitié avec les récidivistes qui ne doivent pas s'attendre au pardon de l'instance gérant le football national. Ces dirigeants sont là pour assurer une certaine respectabilité, car le football n'est pas une bataille rangée où il faut montrer qu'on est les plus forts en faisant dans la violence qui n'arrange pas les choses.

M. M.

Tournoi ITF juniors Mehdi-Bouras

Benkaddour et Troubia gagnent le double

LES ALGÉRIENNES Lynda Benkaddour et Nesrine Troubia, précocement éliminées du tableau simple du Tournoi international juniors Mehdi-Bouras actuellement en cours à Alger, se sont consolées vendredi soir en remportant la finale du double, en battant par deux sets à zéro (2-0) un tandem espagnol, composé de Jessica Bouzas Maneiro et Lucia Guarrigues Melendez. Benkaddour et Troubia avaient éprouvé quelques difficultés dans le premier set, qu'elles ont difficilement remporté (7-5), avant de dérouler dans le 2e set (6-1).Les deux Algériennes s'étaient qualifiées pour cette finale un peu plus tôt dans l'après-midi, en battant la Finlandaise Alexandra Antilla et son équipière hongroise Livia Lukacs (6-1, 4-6, 10-7). De leur côté, les Espagnoles avaient battu un tandem espano-roumain, composé de Laia Conde Monfort et Lucia Blanca Ilinca (6-4, 0-6, 10-8), rejoignant ainsi les deux Algériennes dans la finale du ce tournoi de grade 5, organisé du 14 au 18 février au Tennis Club d'Hydra. L'Algérie a engagé 20 tennismen dans cette compétition, dédiée à la mémoire de l'ancien international junior Mehdi Bouras, décédé en 2013, à l'âge de 24 ans (14 garçons et 6 filles). Dix-huit parmi ces athlètes ont été précocement éliminés et seuls Youcef Rihane et Toufik Sahtali ont pu aller loin, atteignant respectivement la finale et la demi-finale.

Le parcours de Sahtali s'est arrêté vendredi matin, après sa défaite en demi-finale contre son compatriote Youcef Rihane, qui l'avait sorti (4-6, 7-5, 6-3) pour aller en finale, où il devait affronter hier le Marocain Soufiane El Mesbahi, qui de son côté s'était qualifié aux dépens de l'Egyptien Mohamed Gomaâ (6-0, 6-7 (3), 6-4).

La compétition, officiée par le juge-arbitre Hakim Fatah, est marquée par la présence de 30 pays dont certaines grandes nations du tennis mondial, notamment l'Espagne.

Coupe de la Confédération africaine

La JSK croit au miracle

■ La JS Kabylie tentera de renverser la situation lors de cette manche retour du tour préliminaire de la Coupe de la Confédération africaine face à la formation libérienne de Monrovia.

Par Mahfoud M.

Battue (3/0) lors de la manche aller au Libéria, la formation kabyle fera tout son possible pour renverser la vapeur lors de cette manche retour. Les Canaris croient au miracle et pensent qu'une victoire avec un écart de plus de trois buts est possible, à condition d'être concentrés sur le match du début jusqu'à la fin. Avec un nouveau staff technique pour conduire l'équipe, composé de Mourad Rahmouni et Fawzi Moussouni, les Kabyles pensent qu'il est temps de sonner la révolte en commençant par cette rencontre comptant pour la compétition continentale. Les joueurs se sont donnés à fond cette semaine pour préparer dans les meilleures conditions possibles cette manche retour qui s'annonce importante pour l'équipe qui se doit de montrer que tout reste possible, en croyant en ses moyens et en se donnant à fond au cours de cette manche. Le staff technique de la JSK compte effectuer quelques changements dans le groupe, en donnant leur chance à certains joueurs qui n'étaient pas là au match aller. Ainsi, on croit savoir que Ferhani devrait reprendre sa place dans l'échiquier kabyle, après avoir retrouvé toutes ses sensations et s'être rétabli de sa blessure. Par contre et dans l'axe de la défense, Rahmouni devrait refaire confiance au duo Rial-Berchiche, malgré ce qui s'est passé au match aller et l'accrochage qui a eu entre Berchiche et Redouani.

Ph. > D. R.
Les Canaris doivent se ressaisir

L'essentiel pour le coach des Vert et Jaune est d'aligner les joueurs les mieux en forme et qui devraient pouvoir donner ce plus qu'on attend d'eux. Mis dans des conditions idéales, les coéquipiers d'Asselah se doivent de se donner à fond pour reprendre des couleurs, tenir leur rang et surtout faire honneur à la Kabylie et à l'Algérie en livrant un match plein et pourquoi pas tenter de réussir l'exploit et se qualifier.

M. M.

Ligue I Mobilis (20e journée)

Le DRBT quitte la zone rouge

Le DRB Tadjenanet quitte la zone rouge. Le Difaâ n'est plus relégable suite à sa précieuse victoire acquise, vendredi à domicile, face au CS Constantine (1-0), à l'occasion de la suite de la 20e journée de la Ligue 1 Mobilis. Après 6 matchs sans succès, le DRB Tadjenanet goûte de nouveau à la saveur de la victoire. Un succès porteur d'espoir pour les protégés de Liamine Bougherara qui parviennent à s'extirper de la zone de relégation. Face à un autre candidat potentiel au purgatoire, le DRBT a éprouvé d'énormes difficultés pour mettre fin à sa période de disette, qui plus est lors d'un derby. Il aura fallu patienter jusqu'à la 78e minute pour assister à l'unique réalisation de cette partie, signée Demane. Grâce à ces trois précieux points glanés ce vendredi, le DRBT gagne deux places au classement (12e - 20 points) et compte trois longueurs d'avance sur le premier relégable.

Pour sa part, et après une belle série de résultats positifs, le CSC retombe dans ses travers et reste cloué à la 11e position (21 pts). En ouverture de cette 20e journée, le NA Hussein Dey a corrigé l'USM El Harrach, sur le score de 3 buts à 0, dans un derby de la capitale joué jeudi au stade du 5-Juillet 1962.

Ligue II Mobilis (21e journée)

Le leader battu à domicile, la JSMB 2e à nouveau

La JSM Béjaïa est de retour sur le podium. Les Béjaouis ont repris la seconde place du classement suite à leur victoire enregistrée face à l'Amel Boussaâda (3-0), pour le compte de la 21e journée de la Ligue 2 Mobilis, disputée ce vendredi. Dans la lutte pour le maintien, le MC El Eulma s'est compliqué l'existence en étant tenu en échec à domicile par l'US Biskra (1-1).

Alors que la première place reste la chasse gardée du Paradou AC, le jeu des chaises musicales continue de plus belle pour la place de dauphin. En effet, la JSM Béjaïa est de retour sur la seconde marche du podium (35 pts) grâce à sa large victoire acquise, chez elle, face à l'Amel Boussaâda (3-0).

De son côté, l'US Biskra rétrograde à la 3e place (34'), mais réalise l'une des bonnes affaires du jour. Les protégés de Mounir Zeghdoud sont allés ramener un bon point de leur déplacement dans les Hauts-Plateaux face au MC El Eulma (1-1).

Alors que les Eulmis pensaient avoir fait le plus dur en ouvrant la marque à la 56e minute par Bouharbit, les Biskris, eux, ont réussi à égaliser dans les arrêts de jeu grâce à Benhamla (90+2').

Conséquence de ce match nul, le MCEE fait la plus mauvaise opération de la journée, contrairement à son adversaire du jour, et demeure à l'avant-dernière place au classement avec 19 points.

Le GCM s'offre le leader

Ce résultat négatif du MCEE est d'autant plus préjudiciable pour les Eulmis, car leurs concurrents pour le maintien n'ont pas raté leur sortie. Le CRB Aïn Fekroun s'est imposé face au WA Boufarik (1-0), l'AS Khroub a glané un bon point en déplacement face au CA Bordj Bou-Arréridj (1-1), alors que le GC Mascara a fait sensation en battant le leader chez lui (0-1).

A la faveur d'un but inscrit, sur penalty par Hachem (66'), le GCM a réalisé une performance inédite cette saison en réussissant là où toutes les autres formations du championnat ont échoué, à savoir battre le Paradou dans son antre.

Ce succès vient à point nommé pour le GCM qui prend ses distances avec la zone de turbulence en s'installant dans le ventre mou du tableau (9e - 27 pts).

En revanche, cette seconde défaite de l'année pour le PAC reste anecdotique au vu du parcours déjà accompli par les académiciens. Néanmoins, il traduit parfaitement la baisse de régime du leader qui éprouve d'énormes difficultés à imposer sa suprématie, contrairement à la première phase du championnat. Dans les autres résultats, le MC Saïda a réappris à gagner en dominant difficilement l'ASO Chlef dans un derby de l'Ouest, disputé à huis clos, et soldé sur le score étriqué de 1 but à 0. L'arrivée de Mohamed Benchouia à la tête de la barre technique du MCS a eu l'effet escompté et le club remonte à la 8e position (28 pts).

De son côté, la JSM Skikda n'a pas eu trop de difficulté à venir à bout de la formation oranaise de l'ASMO en reportant le match par 3 buts à 1. Une victoire qui permet au V noir de rester dans le peloton de tête en occupant la 5e place (30 pts).

La suite et fin de cette 21e devait avoir lieu hier avec le derby de la Mitidja qui mettra aux prises l'USM Blida au RC Arbaâ. Le match est prévu à 15h00 au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

Résultats et classement :

MCS- ASO	1-0
PAC- GCM	0-1
MCEE-USB	1-1
CRBAF- WAB	1-0
JSMS-ASMO	3-1
JSMB-ABS	3-0
CABBA- ASK	1-1

	Pts	J
1). Paradou AC	44	20
2). JSM Béjaïa	35	21
3). US Biskra	34	21
4). USM Blida	32	20
5). JSM Skikda	30	21
6). CABBA	29	21
7). Amel Boussaâda	28	21
--). MC Saïda	28	21
9). GC Mascara	27	21
10). ASM Oran	25	21
--). ASO Chlef	25	21
--). WA Boufarik	25	21
13). CRB Fekroun	24	21
14). AS Khroub	22	21
15). MC El Eulma	19	20
16). RC Arbaâ	13	20

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com

Maroc/Espagne

Des centaines de migrants forcent la frontière

DES CENTAINES de migrants ont forcé la frontière entre l'Espagne et le Maroc à Ceuta, au moment où Rabat menace de ne plus contrôler les flux migratoires si un différend agricole avec l'Union européenne n'est pas réglé. La garde civile espagnole a précisé à l'AFP que «*plusieurs centaines*» de migrants étaient entrés en force dans cette enclave espagnole sur le continent africain, dont certains ont été blessés. Trois membres des forces de l'ordre ont été blessés en tentant d'empêcher cette entrée massive, selon un porte-parole de la Garde civile. Des images tournées par le service de télévision du journal local Faro de Ceuta montraient des dizaines de migrants errant ensuite euphoriques dans les rues de l'enclave au bord de la Méditerranée. «*I love you mamma, viva Espana*», criait un jeune Africain, torse nu et drapé dans un drapeau européen. «*Libertad, libertad !*» (liberté, liberté), hurlait un autre, un drapeau espagnol rouge et jaune noué autour du cou. Une fois en territoire espagnol, les migrants ont le droit de présenter une demande d'asile et si elle est acceptée, de s'installer dans l'Union européenne. Les secours précisent sur Twitter que la Croix-Rouge espagnole prêtait assistance dans la matinée à 400 personnes, accueillies dans les locaux du Centre de rétention administrative de Ceuta. Cette entrée massive, sans doute l'une des plus importantes depuis que la barrière a été rehaussée en 2005, intervient alors qu'un différend oppose le Maroc à l'Union européenne sur l'interprétation d'un accord de libre-échange sur les produits agricoles et de la pêche. Dans un arbitrage rendu fin 2016, la Cour de justice européenne a décidé que le Sahara occidental, ancienne colonie espagnole contrôlée par Rabat, n'était pas concerné par cet accord, son statut n'ayant pas été arrêté par la communauté internationale. Depuis lors, des associations qui soutiennent le Front Polisario, qui réclame l'indépendance du Sahara occidental, ont contesté des opérations commerciales entre le Maroc et des pays européens, concernant des produits venus du Sahara. Le Maroc a manifesté son mécontentement et menacé à demi-mot de relâcher la surveillance de ses frontières.

AFP

Trafic de drogue et de véhicules

Arrestation de sept personnes à Oran

SEPT PERSONNES ont été arrêtées, ce week-end à Oran, par les services de la Sûreté de wilaya, impliquées dans des affaires de trafic de drogue et de véhicules, a-t-on appris auprès du même corps sécuritaire. Les éléments de la brigade de lutte contre les stupéfiants, relevant de la sûreté d'Oran ont mis hors d'état de nuire deux narcotrafiquants âgés de 23 et 25 ans, dont l'un d'eux est un repris de justice. Cette opération s'est soldée par la saisie de 60 grammes de cocaïne, a-t-on indiqué de même source. C'est lors d'une perquisition à l'intérieur d'un domicile loué par l'un des deux narcotrafiquants que les policiers ont découvert la quantité de drogue ainsi qu'un peseur électronique contenant des traces de poudre blanche (cocaïne), assiette en verre et des coupures de plastique pour contenir la drogue destinée à la commercialisation. L'opération a permis également la saisie d'une quantité de kif traité, un véhicule et une somme d'argent constituant une partie des recettes de cette activité criminelle. Deux autres personnes ont été arrêtées pour commercialisation de psychotropes. Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre le trafic de véhicules, deux personnes faisant partie d'une association de malfaiteurs ont été arrêtées. Cette bande activait dans le vol et le trafic des véhicules et le faux et usage de faux des documents administratifs, selon la même source, ajoutant que l'opération a permis la récupération d'une voiture volée et des outils utilisés dans les vols, comme un appareil prohibé utilisé pour déchiffrer le systeme de verrouillage des portes des voitures. Un homme âgé de 23 ans a été arrêté en flagrant délit de vol des accessoires d'un véhicule, pendant qu'une patrouille d'agents de police faisait une tournée dans le centre ville d'Oran.

M. O.

Bouira

Identification des neuf terroristes éliminés par les forces l'ANP

Les neuf terroristes éliminés vendredi à Bouira, lors d'une opération de ratissage menée par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), ont été identifiés, a indiqué, hier, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

Par Dalil Y.

«*Suite à l'opération de qualité, qui est toujours en cours, menée par des détachements combinés de l'ANP, près de la commune d'El Adjiba, wilaya de Bouira* (1er Région militaire) *ayant permis de neutraliser 14 terroristes et de récupérer 13 armes à feux, une quantité de munitions et d'autres objets, il a été procédé à l'identification des neuf terroristes éliminés hier 17 février 2017*», note le MDN. Il s'agit des criminels : M. Mustapha alias «Abou Abdellah», qui avait rallié les groupes terroristes en 1994, M. Abderahmane alias «Soraka», qui avait rallié les groupes terroristes en 2001, G. Adda alias «Abou Mayssara», qui avait rallié les groupes terroristes en 2005, A. Djamel alias «Chouaïb» qui avait rallié les groupes terroristes en 2006 , C. Mohamed alias «Mossaab», qui avait rallié les groupes terroristes en 2006, Z. Antar alias «Abou Hamza» qui avait rallié les groupes terroristes en 2010, M. Yacine alias «Abou Doudjana», K. Mohamed Tahar alias «Abou El-Yakin», et H. Abdelghani alias «Bilel», précise la même source.

D. Y.

Cour d'Alger

Des lieutenants de police prêtent serment

LA 26e PROMOTION hommes et la 10e promotion femmes de lieutenants de police au concours externe ont prêté serment hier à la cour d'Alger. Les deux promotions, dont les diplômés entameront leur missions sur le terrain dans les tout prochains jours, comptent 501 éléments dont 99 femmes. Les éléments de la promotion sortante ont reçu une formation pratique et théorique de «*deux ans*» à l'Ecole supérieure de police Ali- Tounsi sur «*le droit public, le code pénal, le code administratif et l'éthique professionnelle, outre une formation en management et sur les principes des droits de l'Homme*». Les éléments des deux promotions seront déployés dans les différents services opérationnels dans le cadre du renforcement de la sécurité au sein de la société, notamment dans la police des frontières, la police judiciaire et la sûreté publique. L'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur de la Sûreté nationale qui œuvre à la modernisation et à la promotion du système de formation dans le corps de la Sûreté nationale pour lutter contre toutes les formes de criminalité et préserver la sécurité du citoyen et ses biens.

Yanis Gh.

Accidents de la circulation

5 morts et 18 blessés en 48 heures

CINQ PERSONNES ont été tuées et 18 autres blessées dans 7 accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures sur le territoire national, indique les services de la Protection civile dans un communiqué rendu public hier. La wilaya de Bouira déplore le bilan le plus lourd, avec le décès d'une personne alors que trois autres ont été blessées, suite au renversement d'un véhicule, survenu dans la commune de Maala. Des soins de première urgence ont, par ailleurs, été prodigués à 10 personnes incommodées par l'inhalation de monoxyde de carbone, émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bain dans les wilayas de Skikda et Bouira. Durant la même période, les secours de la Protection civile, sont également intervenus pour l'extinction de 7 incendies urbains, industriels et divers dans les wilayas de Guelma, Adrar, où une personne a subi de graves brûlures, Tindouf, Mostaganem, Bouira et Boumerdès, alors qu'à Constantine une personne est décédée carbonisée, suite à l'incendie qui s'est déclenché dans une habitation.

R. N.